

La "visite santé" de Xavier Bertrand, et le travail ?

L.H | franceantilles.fr | 22.07.2011



Les syndicalistes devraient être reçus au ministère du travail et à la direction nationale du Pôle emploi, avant la fin de l'année. C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre Stéphane Rémy, un des conseillers techniques de Xavier Bertrand.

Chômage, dégâts de la fusion Assedic-ANPE, tensions entre la direction et les salariés du Pôle Emploi, contrats aidés... Ce sont quelques-uns des points de la plate-forme revendicative, présentée hier matin par la CDMT-Emploi, non pas à Xavier Bertrand, mais à un de ses conseillers techniques.

"C'est une visite santé alors que la Martinique est championne de France du chômage de longue durée" ironisait Mario Moreau, de la CDMT-Emploi. Hier matin, à la préfecture, ce n'est pas Xavier Bertrand en personne qui a reçu les quatre syndicalistes de la CDMT-Emploi, mais Stéphane Rémy, un de ses conseillers techniques. Pendant près d'une heure la délégation, emmenée par Albéric Marcelin, secrétaire général de la CDMT emploi Martinique, a décliné une plate-forme de revendications d'une dizaine de points. Après quoi, le conseiller technique s'est engouffré dans une voiture qui l'attendait aux pieds des marches de la préfecture. Il filait rejoindre le ministre de la santé, du travail et de l'emploi à Trinité. "L'engagement qui est en train de prendre forme, c'est l'organisation d'une nouvelle discussion à Paris au ministère du travail, pour approfondir tous ces

points", a indiqué Albéric Marcelin, "une autre rencontre, pour faire le bilan de la fusion ANPE-Assedic, doit également être programmée à la direction nationale du Pôle emploi, avec tous les syndicats d'Outre-mer", a-t-il encore indiqué. Parmi les principaux points abordés lors de cette discussion, le chômage : "Nous comptons 48 000 inscrits, mais au total il y a plus de 70 000 chômeurs en Martinique. Nous sommes dans une situation pré-explosive" a alerté Albéric Marcelin.

"Les agressions au Pôle Emploi ont augmenté de 44 %"

Les représentants syndicaux ont alerté le conseiller technique de Xavier Bertrand quant à la mauvaise qualité du dialogue au sein du Pôle emploi : "Nous sommes régulièrement traduits devant les tribunaux par la direction du Pôle emploi, c'est un dialogue social judiciaire !" a dénoncé Albéric Marcelin, "d'ailleurs demain matin (aujourd'hui, ndlr) nous serons au tribunal parce que nous avons demandé une expertise avant la mise en place de l'entretien d'inscription et d'expertise". Ce nouvel entretien, mis en place le 24 juin, créerait des retards considérables dans le traitement des dossiers des demandeurs d'emplois, obligés d'attendre jusqu'à deux mois pour être indemnisés, selon Edith Lahaut, membre du comité central d'entreprise.

"Le bilan de la fusion ANPE-Assedic est catastrophique" a déclaré Albéric Marcelin. Dans les bureaux du Pôle Emploi, chômeurs et conseillers sont sur les nerfs : "Les agressions ont augmenté de 44 % entre 2009 et 2010. La situation est très tendue, les gens s'en prennent à nous, mais nous subissons nous-mêmes les dégâts de la fusion et de la mauvaise gestion" a encore expliqué Edith Lahaut. Autre point important abordé par la CDMT-Emploi : la pénurie de contrats aidés. Il y a plus de six mois déjà, des associations, regroupées au sein du collectif des 5300, avaient alerté la préfecture et envisageaient même d'interpeller Xavier Bertrand. Hier, Albéric Marcelin parlait d'une "opération de com" en évoquant la signature d'une convention de 439 contrats aidés avec le Conseil général.



Mario Moreau, également président de l'association Tanbou bô kannal, présente les sept demandes de renouvellement de contrats aidés refusées par la préfecture.

[Article précédent](#)

[COMITÉ D'ACCUEIL AU CHU : « On en ...](#)